

DON FRANCE - AMÉRIQUE LATINE

américa latina

bulletin mensuel du centre de documentation latino-américaine du cefral



№ 24 - Juin 1975.

S O M M A I R E

- | | |
|---|----|
| 1. CONFERENCE DE PRESSE DU SECRETAIRE DE L'EPIS-COPAT. (Chili) | 3 |
| 2. LA IGLESIA EN CUBA ANTE NUEVAS ESPECTATIVAS.
Manuel Fernández. (Cuba) | 7 |
| 3. ANALISIS DE LA REALIDAD SOCIO-RELIGIOSA EN EL CONTINENTE LATINOAMERICANO. (CELAM) | 11 |
| 4. SE AHOGA AL PUEBLO INTERES EN EL ACONTECER NACIONAL ORIGINANDO EXODO MASIVO. (Uruguay) | 12 |

40 P 10316

14, rue du Val-de-Grâce.

- 75005 Paris.

- France.

- tél. 326.54.34

América Latina
Centre de documentation latino-américaine du Centre

CONDITIONS D'ABONNEMENT A " AMERICA LATINA "

FRANCE : Abonnement ordinaire : fr. 16,- (abonnement de soutien : fr. 25,-)

EUROPE : Abonnement ordinaire : fr. 20,- ou 4 dollars

AMERIQUE LATINE : Abonnement ord: fr. 40,- ou 8 dollars (par avion)

Prix du numéro : fr. 3,-

N.B.: Prière rédiger les chèques à l'ordre de " Centre France Amérique Latine "

=====

DIRECTEUR : François MALLEY

IMPRIMERIE : CEFRAL, 14 rue du Val-de-Grâce
Pa ris - Ve

Certificat de la Commission Paritaire des Publications n° 53954 - Paris

CHILI: CONFERENCE DE PRESSE DU SECRETAIRE GENERAL
DE L'EPISCOPAT.

A l'issue de la récente assemblée générale de l'épiscopat chilien à Punta de Tralca, Mgr Carlos Camus Larenas, secrétaire général, a donné une conférence de presse dans laquelle il répond aux questions des journalistes.

Nous vous présentons ci-dessous quelques extraits des réponses données aux journalistes.

(DIAL, N° 220 - 24 avril 1975)

Question: D'après ce que vous venez de dire sur le point de vue de l'Eglise, quelle a été la position des participants sur la situation actuelle de notre pays?

Mgr Camus:

L'assemblée s'est beaucoup préoccupée de la situation économique. Nous ne sommes pas des économistes, mais des pasteurs, et à ce titre, nous sommes soucieux des conséquences morales de l'ensemble du problème: ce que signifie le chômage, la pauvreté, le cas des enfants qui vont demander l'aumône dans les rues, l'augmentation du vice en raison précisément de la situation économique; l'aggravation de la situation dans le Norte Chico à cause du tremblement de terre dont vous savez le peu de cas qu'on en a fait et qui a été bien plus grave qu'on ne le croyait; les secteurs de pauvreté extrême qui ont été signalés dans des études techniques, et dont on vérifie concrètement la réalité à travers ce qui se passe dans les paroisses; l'organisation conséquente de systèmes d'aide fraternelle, ainsi que la mise à l'étude d'une aide de plus grande envergure. Voilà ce qui a été abordé sur le sujet.

Question: Un problème est actuellement discuté en Allemagne: le président Pinochet a déclaré à Punta Arenas que tous les prisonniers politiques seront libérés dans la mesure où des pays les accepteraient... Quelle est la position de l'Eglise sur le problème des prisonniers politiques du pays?

Mgr Camus:

Il est évident que l'expulsion du pays est un problème grave, sur tout pour ceux qui n'ont professionnellement aucune qualification technique ni la capacité de s'insérer dans la vie d'autres pays, non seulement à cause de la langue mais aussi de l'éducation ou de l'âge, et qui ne trouvent pas de travail. Cela provoque très souvent des séparations familiales, des divisions.

Du point de vue de l'Eglise et du point de vue moral c'est un problème très grave qui est l'objet de notre préoccupation constante. Il y a sur le plan mondial un service en pleine expansion, c'est celui des migrations. En Europe il y a le cas de ceux qui, pour des raisons économiques, quittent l'Espagne, la Grèce, l'Italie et la Yougoslavie pour aller chercher du travail dans le nord de l'Europe; le déracinement de leur pays et la séparation d'avec leurs familles causent des problèmes sérieux, y compris pour l'assistance spirituelle. Mais chez nous, le cas est encore plus

grave car ils s'en vont beaucoup plus loin et sans aucune préparation, obligés de sortir du jour au lendemain, et donc aux prises avec des situations très difficiles... Le chilien est un amoureux de son pays natal, même s'il est un peu "girovague". Quant il est obligé de s'en aller sans sa famille et qu'il n'a pas reçu de formation préalable, c'est pour lui un problème moral grave. C'est pourquoi le Comité pour la Paix a essayé d'aider ceux qui veulent partir; à ceux qui, dans la mesure du possible, peuvent rester, il recommande de ne pas quitter le pays. Car il ne suffit pas de résoudre le problème économique ou celui de la liberté; il faut également tenir compte du contexte familial car c'est un problème sérieux.

Question: La déclaration épiscopale de l'année dernière a été signée par la majorité mais no la totalité des évêques. Ce fait a été interprété comme une possible division des évêques devant la situation du pays. La déclaration de cette année a-t-elle été adoptée à l'unanimité?

Mgr Camus:

Il se trouve qu'aucune déclaration n'a été faite. Un document est à l'étude, mais il doit faire l'objet d'un approfondissement. C'est la raison pour laquelle il n'est pas prêt. Les idées de base sont rassemblées; il faut maintenant en assurer la rédaction et discuter les points controversés.

La déclaration de l'année dernière était celle de tout l'épiscopat. Comme d'ordinaire les signatures du président et du secrétaire sont seules nécessaires, on en a conclu par après que certains évêques n'étaient pas d'accord. Il s'agit là d'une interprétation faite en fonction de documents postérieurs et de déclarations personnelles. Mais au moment où la déclaration a été rendue publique, c'était la déclaration officielle de l'Eglise catholique du Chili. Elle a été présentée comme telle.

En ce qui concerne la division de l'épiscopat, je pense qu'il faut être très franc, très clair. On la considère parfois à partir de critères politiques. Dans les partis et organisations politiques, une divergence est toujours considérée comme un facteur de division. Dans l'épiscopat l'approche est différente; il est difficile de l'expliquer car elle part d'une perspective de foi et de pastorale. Par exemple, je dois vous dire que c'est dans un très grand climat d'amitié que nous avons travaillé; les prêtres invités peuvent en témoigner. Il y avait beaucoup de cordialité, de fraternité, et cela pour une raison très simple: personne n'était là par intérêt personnel, nous étions tous au travail pour un même idéal. En matière de doctrine, c'est-à-dire la doctrine de l'Eglise et les conséquences de l'évangile, il ne peut y avoir divergence car nous avons tous reçu la même formation. Là où il y a divergence -il est normal qu'elle existe et personne ne s'en scandalise- c'est sur l'appréciation de la réalité. Au Chili, tout le monde est habitué à réfléchir et nous avons une culture politique très ancienne, de sorte que même les gens les plus simples et sans beaucoup de formation ont des idées très claires sur la participation politique; il existe des courants d'opinion importants et des grandes différences dans l'appréciation de la réalité. Il serait extraordinaire que 24, ou 30 personnes -car nous sommes 30 en comptant les évêques auxiliaires- que 30 chiliens originaires de diverses régions du Chili se rassemblent et soient tous d'accord. Ce serait très suspect; cela voudrait dire que la liberté n'existe pas. Voilà pourquoi il y a des divergences sur l'appréciation de la réalité, sur l'opportunité de faire

telle ou telle déclaration en ce sens, ou sur les conséquences de telle ou telle affirmation et son utilisation. Il ne suffit pas de savoir ce que l'on va dire; il faut aussi essayer de savoir comment cela va être interprété ensuite. C'est là un problème que vous, journalistes, connaissez très bien.

Il est donc normal qu'il y ait divergence sur un tel sujet. Mais je fais la différence entre divergence et division. Ce sont deux choses parfaitement distinctes.

Question: Sur le terrain concret et actuel du Chili, estimez-vous qu'il y a du nouveau dans la question des droits de l'homme depuis un an, c'est-à-dire depuis la dernière déclaration de l'épiscopat?

Mgr Camus

Oui, je crois qu'il y a eu du changement. Mais voilà le problème: ce qu'on peut dire est utilisé de façon excessivement partisane par les journalistes; et ici je vous prends à partie, ou du moins le journaux auxquels vous faites parvenir vos informations. J'ai constaté à l'étranger une déformation des nouvelles vraiment impressionnante. C'est pour cela que maintenant on prend des précautions pour parler; quand une nouvelle est déformée et exagérée, on ne sait plus finalement quelles conséquences elle va avoir.

A l'heure où nous connaissons une situation économique si dure, si difficile et accompagnée de tant de misère pour le peuple, tout préjudice économique porté aux crédits du Chili, tout report des crédits du Club de Paris ou des Etats-Unis signifient fondamentalement une famine plus grande dans le peuple - même si, dans l'esprit de certains, il ne s'agit que d'une pression politique sur le gouvernement ou d'une mesure de rétorsion.

Je me rappelle que lors de notre assemblée épiscopale de La Serena, il y a quelques années, nous avons reçu une communication des évêques de Cuba dans laquelle ils nous demandaient d'intervenir pour la suppression du blocus de Cuba à cause de la famine qui sévissait alors dans le peuple. A l'époque nous avons fait une pétition, et cela ne voulait pas dire que nous étions d'accord avec le système politique du gouvernement de Cuba. Nous ne nous sommes pas immiscé dans cette question, mais nous avons simplement déclaré que le blocus de Cuba, à l'égal du blocus de l'Espagne dans la période d'après-guerre, représentait dans le fond la famine pour un très grand nombre d'innocents.

On n'obtient rien avec ce genre de pressions; on ne punit pas un gouvernement par de tels agissements. Les politiciens peuvent en discuter, mais pour ma part, je pense que les gouvernements se durcissent encore plus et y trouvent une justification supplémentaire. Le blocus, c'est la condamnation des innocents et des plus pauvres.

Question: Cela veut-il dire que l'Eglise estime jusqu'à un certain point que le Chili est l'objet d'un blocus?

Mgr Camus:

Oui. Les informations qui nous parviennent sont claires. Je ne peux me faire une opinion que par les informations que vous nous donnez. Il semble que oui. Si en son temps nous avons demandé que soit levé le blocus de Cuba, à combien plus forte raison alors le demandons-nous aujourd'hui pour notre peuple! Nous sommes extrêmement soucieux de ce que, par suite d'une aide économique déficiente -en ce domaine vous pouvez faire beaucoup, et je m'adresse ici spécialement aux correspondants étrangers- la situation du peuple soit celle de la famine et de l'angoisse. Se servir de la famine comme instrument pour la révolution ou la guerre civile, cela n'est pas permis. Il n'est pas permis de se servir d'un moyen mauvais, d'un moyen aussi violent que la famine pour une fin d'ordre politique. Même si l'on est convaincu de la justesse de sa cause, cela n'est moralement pas permis. L'année dernière, nous ne sommes pas entrés en contact, sous quelque motif que ce soit, avec les évêques des Etats-Unis et du Canada pour leur demander que leurs organismes ou les chrétiens présents dans les organismes politiques ou économiques de leurs gouvernements respectifs appliquent des sanctions économiques contre le Chili. Nous savons bien que cela signifie la famine pour le peuple. Personne n'a le droit de faire cela. Ce n'est pas juste. Vous connaissez très bien la situation. Elle n'a jamais été aussi difficile pour nous. On ne peut pas l'aggraver davantage encore.

La responsabilité de la répartition des fonds d'aide incombe aux économistes. A eux de décider de la manière la plus adéquate de les appliquer. Pour notre part, nous nous réservons la possibilité de dire si cet argent ne sert pas à aider vraiment les plus pauvres. Quand une politique économique nous semble ne pas être la plus juste, nous avons l'obligation de le dire. Mais couper l'aide économique au Chili à l'heure actuelle n'est pas une mesure économique contre le gouvernement; c'est une mesure contre le peuple. Et cela, il faut le dire très fort. Si nous faisons une déclaration qui sera ensuite utilisée comme moyen de pression économique, nous causerions là, nous semble-t-il, un tort immense.

Question: Avez-vous parlé de la restitution de l'Université catholique à l'Eglise?

Mgr Camus:

Le sujet est à l'étude. Mais le règlement du problème est lent car il est lié à la situation de toutes les Universités et au contexte général du pays. Il est évident que dans le cas de l'Université catholique, l'Eglise a intérêt à la conserver.

Mgr Camus expose aussi les grandes options prises par l'épiscopat: que l'Eglise, détachée de tout pouvoir, qu'elle soit avec les pauvres et ceux qui souffrent. Cela passe par la formation de militants chrétiens (leaders ouvriers, paysans, étudiants, animateurs de communautés chrétiennes sans prêtres, diacres, etc.), l'attention à la jeunesse, la réaffirmation de l'enseignement social de l'Eglise "pour donner une inspiration évangélique à la vie de la société".

LA IGLESIA EN CUBA ANTE NUEVAS ESPECTATIVAS.

La Iglesia cubana, en su esfuerzo por coexistir con un régimen que sabe le es adverso teórica y prácticamente, ha adoptado una actitud de prudente reserva, en vez de practicar la "denuncia profética" que se exige a la Iglesia en otras latitudes.

La visita a Cuba de un representante de la Santa Sede pone de relieve la voluntad de la Iglesia universal de hacerse vitalmente presente, sin ambigüedades ni oportunismos, en toda sociedad humana, cualquiera sea el signo político que la presida.

Publicamos a continuación un artículo de Manuel Fernández.

(EL CATOLICISMO. Bogotá-Col. Epoca VIII. Nº 2.193. 9.4.75)

Visita inesperada

La visita que recientemente ha hecho a Cuba Mons. Agostino Casaroli, Secretario del Consejo para Asuntos públicos de la Iglesia, ha provocado el relanzamiento de la Iglesia de Cuba a la actualidad periodística. Últimamente una atonía informativa rodeaba a esa Iglesia, seguramente porque en estos años no ha tenido graves enfrentamientos con la Revolución. Como dijo Fidel Castro durante su visita a Chile, "hay un clima de buenas relaciones... de respeto, de coexistencia entre la religión y la revolución; y hoy no constituye ningún problema en nuestro país a pesar de las circunstancias". Esto, por lo menos en su expresión externa, no significa que la cuestión de las relaciones entre la Iglesia y el Gobierno Revolucionario estén resueltas. Pero la Iglesia cubana, en su esfuerzo por insertarse en aquella realidad y coexistir con un régimen que sabe le es adverso teórica y prácticamente, ha adoptado una actitud de prudente reserva, en vez de practicar la "denuncia profética" que se exige a la Iglesia en otras latitudes.

La visita de Mons. Casaroli a Cuba no responde, pues, a una situación de crisis o de tensión expresa, como ha sido el caso de otros países socialistas de la Europa del Este. Pero sí parece inscribirse en la política general de la Santa Sede de regularizar, por los bienes superiores que ello comporta, las relaciones de la Iglesia con regímenes en los que hasta ahora la situación es sumamente precaria en todos los órdenes.

Recuperación de bienes?

Dentro de estas coordenadas es de suponer que las razones del viaje de Mons. Casaroli dadas por la prensa cotidiana internacional no sean las oficiales, sino simples hipótesis esbozadas por los observadores de los medios informativos. En efecto, se ha dicho reiteradamente que, entre otros, los motivos del viaje eran el tratar acerca de las propiedades eclesiásticas incautadas por el gobierno castrista y de los problemas de la Iglesia en lo referente a la educación religiosa. Es cierto que el régimen revolucionario de Cuba se hizo cargo en 1961 de más de trescientos establecimientos docentes de la Iglesia, regentados mayoritariamente por órdenes religiosas, con sus edificios correspondientes; pero no es probable que a estas alturas a la Iglesia de Cuba le interese recuperar esos edificios que no sabría en qué utilizarlos dada su situación de penuria de personal apostólico que apenas le permite el mantenimiento del culto en los templos, incluidas las capillas de los colegios incautados, la mayoría de las cuales siguen siendo utilizadas para fines culturales.

La única devolución que talvez pudiera ser objeto de negociación es la del convento e Iglesia de San Francisco, en La Habana, ocupada hace varios años con motivo del incidente con un sujeto que intentó secuestrar un avión cubano y, aparentemente, se refugió en dicho convento. Desde entonces esas propiedades de la Orden franciscana de la provincia de Cantabria están en poder del Gobierno, la Iglesia cerrada al culto y un franciscano cubano, el P. Miguel Loredo, cumpliendo condena en prisión por su puesta complicidad en el caso.

Sólo la Revolución enseña

Tampoco parece verosímil la posibilidad de una negociación para reabrir colegios católicos. Si las reiteradas declaraciones de Fidel Castro y otros personeros del régimen no hubieran dejado clara la voluntad de la Revolución de asumir ella sola la educación de la juventud cubana, la Declaración del Primer Congreso Nacional de Educación y Cultura celebrado en La Habana en 1971 lo afirma palmariamente.

"Para instrumentar la progresiva transformación y creación de un hombre representativo del futuro se requerirán medidas de integración de todos los niveles, lo que supone el estudio y aplicación de planes y programas que respondan a esa finalidad y no sean modificados con excesiva frecuencia. Algunas de estas cuestiones fueron objeto de análisis que abarcaron desde la enseñanza primaria hasta la de idiomas y diversas especialidades universitarias. Si el proceso formativo por medio de la educación debe realizarse desde la niñez hasta los posgraduados y a lo largo de una actividad permanente de estudio y trabajo, de desarrollo de la personalidad, de integración y de comunicación con la sociedad, es obvio que, como se manifestó en el Congreso, debe existir una articulación y unidad sustancial de toda la enseñanza".

En cuanto a la actividad de la Iglesia en este terreno, se declaró lo siguiente: "Se planteó la actividad de captación entre los niños por parte de la Iglesia, y el activismo mediante programaciones deportivas, fiestas, etc., organizados por ella, destacándose este hecho como demostrativo de nuestro trabajo insuficiente, la no utilización de los enormes recursos potenciales de la Revolución a disposición de los organismos políticos de masas y la escuela, y nuestra debilidad a la actividad ideológica y política práctica. La programación de actividades extraescolares, la atención de niños y jóvenes en la organización del tiempo libre y recreación, como política a seguir, será la solución definitiva de estos problemas".

¿Es forzado deducir que esta "solución definitiva" parece consistir en la total obstrucción de la "actividad de captación entre los niños por parte de la Iglesia"?

El círculo de la penuria sacerdotal

Parece más verosímil que, en el caso de que durante los días de su visita Mons. Casaroli haya intentado alguna clase de gestión a favor de la Iglesia en Cuba cerca de las autoridades revolucionarias, se haya referido principalmente a la creciente penuria de sacerdotes y, en general de personal apostólico, que reduce y limita considerablemente la actividad pastoral de esa Iglesia. Es un hecho que las solicitudes de permisos al Gobierno por parte de la Iglesia tanto para el regreso de algunos sacerdotes cubanos que han realizados sus estudios y se han ordenado en el

extranjero como para la entrada de sacerdotes y religiosas extranjeros dispuestos a trabajar en Cuba, no han encontrado ninguna respuesta en los últimos años. Oficiosamente se ha sabido que el "mal comportamiento" de algunos eclesiásticos autorizados a entrar en Cuba en fechas anteriores, es el motivo de esta reticencia de las autoridades.

Por otra parte, Fidel Castro ha reiterado públicamente su opinión de que las vocaciones sacerdotales deben surgir y formarse en Cuba. " En nuestro país hay un colegio de seminaristas donde también se forman religiosos y existe paz y armonía", dijo el Primer Ministro cubano en Chile.

Efectivamente, hay en Cuba, según las últimas estadísticas, 49 seminaristas, cifra, sin embargo, inferior a la de años anteriores. Aunque no se conoce ningún análisis de esta situación de decrecimiento vocacional, sin excluir que pueda poseer rasgos de la crisis vocacional de la Iglesia universal, parece que tiene que ver con el deterioro de la imagen de la Iglesia en aquella sociedad, las dificultades de comunicación de ésta con la juventud y la discriminación a que se somete a los cristianos practicantes por desconfianza respecto a sus convicciones revolucionarias. Una sociedad en la que todo signo externo de cristianismo ha sido eliminado (inclusive las grandes celebraciones populares y tradicionales de Semana Santa y Navidad) y sustituido por signos "seculares" de fuerte contenido ideológico, no puede menos que reflejarse, pese a cualquier vestigio residual de la mentalidad del pasado, en los individuos de esa sociedad. El dramático reto que se le plantea a la Iglesia de Cuba, como seguramente también a otras Iglesias de países socialistas, es cómo hacer llegar el "Mensaje" no sólo sin la apoyatura válida y eficaz de un ambiente "cultural" cristiano, sino dentro de un contexto que más que "secularizado", está fuerte e insistentemente permeado de una mística social casi religiosa.

En todo caso, la Iglesia cubana requeriría la ayuda del personal apostólico del exterior, no tanto para rellenar huecos en el trabajo pastoral cotidiano, como para abordar elementos de reflexión y acción para su inserción positiva en esa nueva sociedad que se constituye. Ayuda, pues, cualitativa antes que cuantitativa. Otras motivaciones a la vista, como el nombramiento del Nuncio Apostólico o alguna designación episcopal, tienen menor entidad aunque su realización puede ser señal de deshielo.

Política eclesiástica "a la rusa"

Mons. Casaroli, que tan recientemente ha visitado Polonia, habrá podido talvez experimentar en Cuba unas reacciones de las autoridades más "a la rusa" que "a la polaca". Y esto no sólo porque Cuba económicamente y por tanto políticamente, gravita en la órbita soviética mimetizando gran parte de su metodología política, sino porque así como en Polonia se reconoce tácitamente la vigencia en el pueblo de la religión católica, para Fidel Castro en Cuba "no existía el cristianismo en el sentido en que existe en muchos países latinoamericanos, porque la religión católica no era una religión popular. En qué sentido? Era fundamentalmente la religión de los ricos en nuestro país".

Esta afirmación del Primer Ministro cubano, tan necesitada de precisiones y en buena parte equívoca, condiciona, sin embargo, toda la actitud del régimen hacia la Iglesia católica. Porque qué papel juega en una sociedad que se pretende igualitaria y que en gran medida lo es, una

Iglesia representante de "la religión de los ricos" que es precisamente la clase que ha sido eliminada como estrato social dominante?

Los "cristianos revolucionarios"

En los últimos tres años se ha ido configurando en Cuba un grupo de cristianos que se califican a sí mismos, genéricamente, como "comprometidos con la Revolución", aunque en los documentos publicados asumen nombres diversos: "Comunidades de revolucionarios cristianos", "Cubanos cristianos y revolucionarios", "Jornada Camilo Torres", etc. Estos grupos están integrados por protestantes y católicos aunque parece evidente que no son éstos los que llevan la voz cantante. Algunos representantes de ellos acudieron al "Encuentro de cristianos por el socialismo" celebrado en Chile en 1971, donde presentaron un largo informe sobre "La situación de la Iglesia en Cuba analizada por un grupo de cristianos comprometidos en la Revolución Cubana". Denominador común de este grupo es el situarse fuera de la institución eclesiástica y criticarla duramente tanto por su abstención en el proceso revolucionario como por su actuación en el pasado. "Son Iglesias 'en el exilio' dentro de Cuba, y nuestro aporte concreto sería 'repatriarlas', ayudarlas a retornar a la patria que renunciaron por razones, a nuestro parecer, concretamente antievangélicas". Sobre la estrategia de estos grupos, se dice que "tendrán que irse constituyendo en la unión y en la dispersión, en la integración a la realidad social, en el abandono de la ideología burguesa y en la conversión a la ideología de la clase de los pobres (la de Cristo), para ser uno de ellos y madurar política y teológicamente, para entablar desde este instante la lucha ideológica contra una Iglesia burguesa".

El Gobierno revolucionario mantiene un silencio expectante respecto a estos grupos de cristianos. Ni oficial ni oficiosamente ha habido referencia alguna a ellos. Fidel Castro no los mencionó en ningún momento en sus numerosas declaraciones públicas en Chile alusivas a la participación de los cristianos en la Revolución. Mucho más recientemente, el vocero oficioso del régimen castrista especializado en cuestiones religiosas, Enrique López Oliva, en un amplio artículo publicado en la revista "Casa de las Américas" donde hace balance y síntesis de la "Revolución en la teología" en América Latina a partir de la Revolución cubana, los silencia por completo, así como a los teólogos "contestatarios" cubanos entre los cuales por lo menos uno, el protestante Sergio Arce, goza de cierto predicamento entre sus colegas latinoamericanos.

Coexistencia sin oportunismo

Este es, a grandes rasgos, el contexto en el que se ha desarrollado la visita a Cuba de Mons. Agostino Casaroli.

Aunque no cabe esperar de ella resultados espectaculares, esta clase de contactos no pueden menos que ser constructivos, tanto para mostrar la solidaridad universal con una comunidad católica que ha podido sentirse frecuentemente aislada y solitaria, como para poner de relieve la voluntad de la Iglesia, de hacerse vitalmente presente, sin ambigüedades ni oportunismos, en toda sociedad humana cualquiera que sea el signo político que la presida.-

ANÁLISIS DE LA REALIDAD SOCIO-RELIGIOSA EN EL CONTINENTE LATINOAMERICANO.

Se ha realizado en Bogotá la Primera reunión de coordinación del Consejo Episcopal Latinoamericano - CELAM - en el año de 1975.

Estudiada la realidad de América Latina, se señalaron como contexto y puntos de inserción de la tarea de evangelización, es decir, como exigencias de la situación humana y religiosa, los puntos que reproducimos a continuación. (IGLESIA EN EL PERU (CEP), Lima. Nº 28. Abril 1975)

- 1) América Latina es un continente básicamente cristiano aún no del todo evangelizado en profundidad y por tanto necesitado de una renovada acción evangelizadora, sin olvidar el sector que exige la primera evangelización y el sector de la no creencia.
- 2) Es también un continente en el que actualmente se da el tránsito de una sociedad predominantemente rural hacia una sociedad urbana e industrial.
- 3) América Latina es además el área del mundo en que se verifica el más rápido crecimiento demográfico.
- 4) Hay en América Latina una presencia predominante de la juventud con sus virtudes y sus carencias.
- 5) La Evangelización en el continente experimenta algunos obstáculos, como son: la desproporción entre el personal apostólico y la población; las migraciones internas; los cambios socio-culturales y la insuficiente adecuación de las estructuras eclesiales, lo cual requiere racionalizar, diversificar y multiplicar los agentes de evangelización.
- 6) Se extiende en el continente un proceso de secularización con aspectos positivos y negativos. Entre estos últimos se destacan el secularismo, el indiferentismo y la no-creencia.
- 7) En los últimos años, la investigación teológica que ha traído gran enriquecimiento en la Iglesia, ha suscitado también entre muchos miembros de la Iglesia católica cierta confusión doctrinal que exige clarificación adecuada.
- 8) Se manifiesta además en el interior mismo de la Iglesia la existencia de personas y grupos que considerándose unidos a la Iglesia rechazan toda relación institucional con la misma.
- 9) Se propagan movimientos y grupos libres al margen de la Iglesia católica y de las otras Iglesias cristianas.
- 10) La religiosidad popular con su "enorme reserva de virtudes auténticamente cristianas, especialmente en el orden a la caridad" es punto de partida importante en la evangelización. Uno de los elementos más positivos de esta religiosidad popular son ciertas formas de devoción a

Santa María Virgen.

11) Se advierte en la Iglesia Latinoamericana una tendencia renovada a la oración y a la contemplación; un cierto despertar de las vocaciones, al menos en algunas partes y la búsqueda y ejercicio de nuevas formas ministeriales. Por otra parte, decae el ímpetu de algunos movimientos contestatarios, aunque otros parecen afirmarse.

12) Se experimenta la necesidad urgente de estimular el aumento de vocaciones sacerdotales, diaconales y religiosas.

13) Se comprueba la necesidad de la animación espiritual del clero en América Latina, ya que los sacerdotes se ven frente a dificultades de todo orden, cada vez más grandes.

14) Se comprueba la existencia de comunidades eclesiales de base, como núcleos de evangelización.

15) Dada la situación de subdesarrollo y neocolonialismo, es natural que el anhelo de liberación se sienta fuertemente en América Latina. La opción liberadora integral fue asumida por la Conferencia de Medellín como una respuesta de la Iglesia, estrechamente vinculada a su esencial misión evangelizadora. La acción por la justicia es, en efecto, parte constitutiva de la evangelización, como lo ha recordado el Sínodo de los Obispos. Así la promoción humana hace parte de la evangelización, la completa y le está subordinada.-

URUGUAY: SE AHOGA AL PUEBLO INTERES EN EL ACONTECER NACIONAL
ORIGINANDO EXODO MASIVO. (Por Javier Pérez)

(NOTICIAS ALIADAS, Lima-Perú, Abril 10, 1975, Nº 14)

El gigantesco despliegue represivo desatado por el gobierno de Uruguay llega a tal extremo que actualmente existen cinco mil presos políticos, o sea uno por cada 500 personas, para un total de dos millones y medio de habitantes, según una dramática revelación formulada por el escritor uruguayo Sarandy Carrera. En el curso de una conferencia de prensa el escritor precisó, igualmente, que las fuerzas de represión -la policía y el ejército-, contaban con un promedio de 50 mil personas, o sea, una por cada 50 uruguayos.

Estas declaraciones fueron vertidas por Carrera en Ginebra, Suiza, durante una gira europea que ha organizado a fin de "sensibilizar la opinión pública" sobre la suerte que corren los presos políticos de este país, y más concretamente sobre las condiciones de encarcelamiento de dos de sus hijos apresados hace algún tiempo por las autoridades de Montevideo.

Recientemente se ha recordado en Montevideo con marcado resentimiento, cómo hace dos años los altos jefes de las fuerzas armadas proclamaban a la población uruguaya, a través de dos comunicados -4 y 7-, "que no serían por un lado brazo armado de intereses económicos y políticos", a la vez que declaraban su empeño en "defender la nacionalidad de ideolo

gías foráneas"; y cómo cuatro meses después (junio 73) irrumpían en la dirección del país implantando un régimen cívico-militar con la consigna de "cabalizar y dar seguridad al desarrollo nacional".

A dos años del proceso llamado "higiene nacional", el régimen ha logrado disolver las cámaras legislativas y la poderosa central obrera. Ha intervenido las universidades, prohibió radicalmente la actuación más mínima de las agrupaciones políticas y ha aplicado una severa censura a la prensa. Todo movimiento de carácter político ha desaparecido del ámbito u r u r u g u a y o. Ex dirigentes y líderes sindicales se encuentran presos o han abandonado el país en forma voluntaria u obligada, en tanto que el pueblo mismo ha perdido todo interés por el acontecer nacional y ha ahogado sus ansias de opinar, juzgar o decidir.

Un objetivo grave que tal vez el régimen no se lo había previsto pero que tiene lugar en grandes proporciones, es la emigración. La población ha emprendido un éxodo masivo hacia diferentes países extranjeros, dejando desguarnecido al Uruguay de profesionales, técnicos y mano de obra calificada. Se van jóvenes y adultos, hombres y mujeres de toda tendencia ideológica.

No obstante este angustioso panorama, el régimen sigue obstinado en su empeño de profundizar su estéril propaganda de "reconstrucción nacional", invadiendo los diarios, radios y la televisión con slogans de "espíritu oriental". Para distraer el inconformismo evidente, promueve festivales folklóricos y algunos ademanes paternalistas de asistencia al marginado. El resultado final es que la población se encamina a grandes pasos hacia una pauperización deprimente, porque el costo de vida se ha incrementado en los dos últimos años en un 125 por ciento más, en tanto que el salario real ha subido sólo a cerca del 50 por ciento. El consumo decrece por la caída del poder adquisitivo de la moneda, los comercios cierran, las industrias se paralizan y la desolación aumenta.

La moneda nacional se ha devaluado en los dos últimos años en un 300 por ciento, mientras el déficit de la balanza comercial crece en forma desmedida y la deuda exterior, ya exorbitante, es "secreto de Estado".

Los militares uruguayos, que en un principio postularon al "espíritu peruanista" de corte nacionalista, popular y antiimperialista, han cambiado luego decepcionando completamente a la gente. Ellos han copado los puestos claves de la administración pública, y sólo sus salarios, cuarteles, escuelas, privilegios y flota motorizada se incrementa prósperamente en el país.

Todo lo expuesto evidencia claramente que la alternativa por la vía militar es cada vez más improbable en Uruguay, donde el pueblo, en razón a su frustración ideológica con el actual régimen, continúa ausente, sin palabras y sin opción.-
